

Le Comité mixte et le gouvernement reconnaissent tous deux que les changements sur la scène internationale vont s'accélérer plutôt que ralentir. Malheureusement, les contraintes financières auxquelles nous faisons face ne risquent pas de disparaître de si tôt. Un gouvernement responsable, Monsieur le Président, doit donc constamment réévaluer ses stratégies de façon ouverte et claire afin de mieux répondre aux intérêts et aux préoccupations des Canadiens et des Canadiennes. Nos citoyens sont de plus en plus conscients que leurs actes, tant au niveau individuel que collectif, ont des répercussions sur le plan international. La distinction autrefois claire entre national et international s'estompe rapidement et nous force à élargir notre conception des choses. Le nombre des acteurs en politique étrangère ne fait que croître; bref, les relations internationales ne sont plus la chasse gardée des gouvernements, elles préoccupent tous les Canadiens et toutes les Canadiennes. Le gouvernement s'engage donc à poursuivre la consultation et à donner aux parlementaires un rôle essentiel dans la formulation de notre politique étrangère.

Ainsi, en mars dernier, le gouvernement invitait des Canadiens et des Canadiennes de différents milieux à participer au premier Forum national sur les relations internationales du Canada. Je confirme aujourd'hui notre volonté de faire de ce Forum un événement annuel. Depuis le début de notre mandat, nous avons tenu cinq débats parlementaires sur des questions importantes de politique étrangère. L'élaboration de la politique étrangère du Canada ne se fera plus à huis clos, elle engagera tous les Canadiens et les Canadiennes ainsi que leurs élus.

J'ai tenu, ainsi que mes collègues les deux secrétaires d'État et le ministre du Commerce international, une série de consultations, de tables rondes, à travers le pays. Je puis vous dire que nous allons continuer ces consultations tout au long de notre mandat.

S'inspirant des nombreuses consultations menées auprès des Canadiens et des Canadiennes et du rapport du Comité mixte, et en reconnaissant le besoin d'avoir une politique étrangère flexible et efficace, le gouvernement a défini trois objectifs clés qui guideront son action sur la scène internationale dans les années à venir. Ces trois objectifs sont les suivants :

- la promotion de la prospérité et de l'emploi;
- la promotion de notre sécurité dans un cadre international stable;
- la diffusion de nos valeurs et de notre culture.

Ces objectifs s'appuient mutuellement, Monsieur le Président, et reflètent les priorités nationales du gouvernement.